



démocratie  
& spiritualité

21 rue des Malmaisons (nouvelle adresse)

75013 PARIS

Tél : 01 45 85 29 87 (nouveau numéro)

email : [info@democratie-spiritualite.org](mailto:info@democratie-spiritualite.org)

Site : [www.democratie-spiritualite.org](http://www.democratie-spiritualite.org)

## Lettre N°83 du 15 décembre 2009

### *L'agenda*

### *L'éditorial*

- Identité doit résonner avec sens, reconnaissance et altérité

### *Nouvelles de l'association*

### *Résonances spirituelles*

- Écouter
- Contemplation d'Albert Camus à Tipasa

### *Débats démocratiques*

- La souffrance au travail, l'exemple de France Télécom, *Olivier Phegnon et Patrick Brun*
- La reconnaissance de nos identités, une expérience démocratique qui réactive nos valeurs, *Christian Saint-Sernin*

### *Démocratie & spiritualité*

- Les semaines sociales retissent les fils de la solidarité
- Pour aider le système politique à faire face et pour réveiller la société civile, envisageons des initiatives et des méthodes nouvelles, *Jean-Baptiste de Foucauld*
- Humanité et techno-science, *Bernard Templier*

### *Informations diverses*

## *L'agenda*

### *Au siège de D&S, 21 rue des Malmaisons (75013)*

- **Lundi 4 janvier à 19h** : suite des travaux de l'Atelier Exclusion du Pacte civique
- **Jeudi 7 janvier à 18h30** : Conseil d'Administration, en partie consacré à la question de l'identité
- **Mardi 12 janvier à 18h30** : Atelier "Démocratie, valeur spirituelle" (DVS) au cours duquel sera revu la fiche pour le Pacte civique
- **Jeudi 28 janvier à 18h30** : Soirée conviviale, animée par Henri-Jack Henrion, consacrée au livre de Martin Buber, *Le chemin de l'homme* (Alphée)

### *Au Forum 104, 104 rue de Vaugirard (75006)*

- **Mardi 15 décembre de 18h30 à 19h30** : Méditation sur le thème « être et avoir »
- **Mercredi 6 janvier de 20h à 22h** : Les jeunes dans la tourmente du multiculturalisme, avec Jacqueline Costa-Lascoux (Comprendre le désarroi des jeunes comme une confrontation à des cultures diverses et contradictoires)

### *A la chapelle Saint Bernard de Montparnasse, sous l'horloge gauche de la gare*

- **Lundi 14 décembre à 20h** : *Comment se retrouver sur des valeurs communes pour continuer à faire société dans un monde devenu multiculturel ?* avec Jean-Claude Sommaire.

Ce cycle de cinq rencontres sur le thème « Force et fragilité de nos valeurs » se poursuivra en 2010 avec Paul Valadier le 19 janvier, Carine Dartiguepeyrou le 8 février et Jean-Baptiste de Foucauld (pour plus de détails : <http://chapellestbernard.free.fr/>). Le texte de la première intervention de Jean-Claude Devèze, *Se retrouver dans l'anarchie de nos valeurs*, peut être consulté [ici](#).

## *Nouvelles de l'association*

**Université d'été 2010** : le bureau de D&S est demandeur de personnes disposées à l'aider à préparer la prochaine université d'été fin août 2010, qui sera consacrée aux interactions entre démocratie et spiritualité.

**Pacte civique** : la prochaine réunion, le 6 février, sera consacrée à l'élaboration d'une première version diffusable du projet Pacte civique et à l'examen des fiches portant sur la démocratie et l'entreprise.

**Fraternité** : Marie-José Jauze, Martine Bergheaud, René Chauvin, Bernard Gauthier vous ont invité à rejoindre leur groupe fraternel. Il n'est pas trop tard pour venir partager ces moments en fraternité lors de leur prochaine réunion de janvier. Vous pouvez obtenir des renseignements auprès d'eux (vous retrouverez leurs coordonnées dans la Lettre 82, rubrique informations diverses).

## *L'éditorial*

### **Identité doit résonner avec sens, reconnaissance et altérité**

Difficile pour D&S de ne pas s'exprimer quand la sphère politico-médiatique est occupée par les débats sur l'identité nationale, les immigrés, l'intégration, la burqa, les minarets et de ne pas réagir quand des risques de glissements dangereux apparaissent, comme l'appel à la discrétion du migrant - forcément musulman pratiquant - ou la réduction de l'intégration à l'assimilation.

Plusieurs questions se posent auxquelles il nous faudra réfléchir parmi lesquelles celles-ci :

- les conditions de l'ouverture du débat et de son déroulement sont-elles conformes à l'éthique de la discussion ?
- pourquoi, au cours de ce débat n'est-il pratiquement pas question d'Europe?
- la manière dont les nations, les cultures, organisent les relations entre démocratie et spiritualité n'est-elle pas, précisément, un marqueur significatif d'identité ?

A ce stade, le plus simple et le plus pertinent est de reprendre des interventions qui nous semblent à la fois raisonner et résonner juste afin de les approfondir et d'en faire des repères pour débattre et pour agir.

Sur l'identité nationale et l'intégration, la position de Claudine Attias-Donfut ([le Monde du 4/12/09](#)) est la suivante :

« A trop insister sur les difficultés des immigrés, que ce soit pour les accabler ou pour les victimiser, on occulte la réalité de l'intégration, somme toute très banale, de la très grande majorité d'entre eux.

Il serait plus utile de débattre de notre modèle d'intégration. A mon sens, il faut tourner le dos à l'idée d'assimilation des étrangers, qui nie les différences et l'identité de chaque personne dans son appartenance. Il faut conserver l'esprit de l'intégration à la française en reconnaissant l'existence d'identités multiples. Améliorons l'enseignement de la langue française, préservons le creuset de l'école républicaine. Développons la participation à la société. Et en même temps, acceptons de reconnaître les autres religions, et la diversité de notre pays ».

Après la votation suisse sur l'interdiction des minarets, l'Observatoire Chrétien de la Laïcité analyse ce résultat comme une défaite de la laïcité :

« Dans nos sociétés pluralistes et sécularisées où vivent ensemble des personnes de convictions et de croyances diverses, religieuses, athées, agnostiques, l'État démocratique laïque garantit les droits de la personne humaine et notamment la liberté de conscience. Cette dernière est protégée contre toute idéologie officielle ou tout communautarisme clos par cet État laïque qui garantit aussi les libertés d'association et de culte dans le cadre du respect de la loi démocratique et des droits humains. L'État laïque ne reconnaît aucune religion, aucune conviction et se trouve ainsi dans l'obligation d'assurer l'égalité de traitement des citoyens Cette obligation joue évidemment en faveur de l'Islam comme des autres formes de conviction, religieuses ou non. »

Reçu par la mission d'information sur la pratique du voile intégral (burqa), Benjamin Stora s'exprime ainsi à propos de l'islam (cité dans [le Monde du 4/12/09](#)) :

« Il me paraît essentiel que nous puissions à la fois combattre le rejet de l'autre - ces vieux démons de l'islamisme que sont la misogynie, l'homophobie, l'antisémitisme et la xénophobie prospèrent dans certains quartiers - et en même temps adresser un message qui rappelle l'impératif d'accueil, de générosité et d'égalité citoyenne. Sans cela, vos lois seront toujours perçues comme allant dans le même sens, celui de la stigmatisation et de l'assignation à résidence identitaire perpétuelle ».

Pour élargir le débat au delà de l'immigration et de l'Islam, trois pistes de réflexion peuvent déjà être proposées.

La première, c'est de réfléchir aux interactions entre identité et sens à la suite d'une remarque de Jean-Baptiste de Foucauld : « Jusqu'à une période récente, on avait l'impression que c'était l'identité dans laquelle chacun se trouvait engagé par les circonstances qui produisait du sens. Il y avait un sens donné au départ par l'appartenance à une religion, à un statut social, etc. ; à partir de là, l'individu pouvait, en s'émancipant, modifier, faire évoluer ce sens. Or il me semble que cette relation s'est retournée et qu'aujourd'hui c'est plutôt le sens qui donne de l'identité : les personnes qui arrivent à donner du sens à leur vie ont de l'identité et arrivent à traverser les épreuves de cette société complexe, évolutive ... »

Une seconde piste, c'est de « reconnaître des identités qui nous mènent au delà de nous mêmes », comme le propose Christian Saint-Sernin dans le texte ci-après.

Une troisième piste, prenant en compte l'importance de l'altérité pour favoriser les dynamiques de transformations personnelles et collectives, promeut la délibération pour trouver de nouveaux équilibres s'inscrivant dans un projet commun du vivre ensemble.

Le bureau de D&S souhaite consacrer une grande part de la lettre de janvier sur ce sujet. Vous êtes invité à nous adresser vos contributions et à participer à la prochaine réunion du CA de D&S le 7 janvier 2010 qui commencera par un débat sur ce thème.

## *Résonances spirituelles*

*Le thème de notre rencontre-méditation du troisième mardi de novembre était "ECOUTER". Un texte écrit par Jean-Claude Devèze a été lu entre deux longs moments de silence et fait l'objet d'un partage. Nous avons accueilli deux participants qui ont ainsi fait connaissance avec Démocratie & spiritualité.*

*Ces instants où le silence permet à chacun de se retrouver dans son intériorité et en reliance avec les autres, présents et absents, sont très appréciés des participants. Une présence à soi, précieuse dans un temps où le faire ne donne bien souvent plus l'occasion d'écouter notre être intime.*

*Cette méditation a lieu tous les troisièmes mardis du mois. Celle du 15 décembre aura pour thème "avoir et être". Le thème est fixé à la fin de chaque rencontre, et chacun peut en proposer un !*

## Écouter

Se taire  
Faire silence  
Oreilles à l'écoute des paroles qui nous traversent

S'ouvrir  
Adoucir son regard  
Présence disponible à l'humanité d'autrui

Percevoir  
Vaincre ses préjugés  
Esprit libéré pour poursuivre nos chemins de vie

Écouter  
Partager joies et peines  
Coeur ouvert au dialogue en humanité

## Contemplation d'Albert Camus à Tipasa (Algérie)

*Retour à Tipasa in «L'été», Éditions Gallimard, 1954, pages 157-158*

*« Je regardais la mer qui, à cette heure, se soulevait à peine d'un mouvement épuisé et je rassasiais les deux soifs qu'on ne peut tromper longtemps sans que l'être se dessèche, je veux dire aimer et admirer. Car il y a seulement de la malchance à n'être pas aimé : il y a du malheur à ne point aimer. Nous tous aujourd'hui mourrons de ce malheur. C'est que le sang, les haines décharnent le cœur lui-même ; la longue revendication de la justice épuise l'amour qui pourtant lui a donné naissance. Dans la clameur où nous vivons, l'amour est impossible et la justice ne suffit pas (...) Pour empêcher que la justice se racornisse, beau fruit orange qui ne contient qu'une pulpe amère et sèche, je redécouvrais à Tipasa qu'il fallait garder intactes en soi une fraîcheur, une source de joie, aimer le jour qui échappe à l'injustice, et retourner au combat avec cette lumière conquise. (...) Au milieu de l'hiver, j'apprenais enfin qu'il y avait en moi un été invincible ».*

## *Débats démocratiques*

### **La souffrance au travail : l'exemple de France Télécom**

*Olivier Phegnon, Patrick Brun (responsables de la préparation de la conviviale du 30 novembre)*

Introduite par une présentation du thème de la souffrance au travail, la soirée du 30 novembre 2009 a permis un débat qui s'est en grande partie appuyé sur un exposé complémentaire sur les causes des suicides à France Télécom.

Il ne faut pas considérer que c'est cette seule entreprise qui est concernée. Il y avait eu auparavant le Technocentre de Renault. On estime, à la suite d'une étude en Basse Normandie, qu'il y a deux à trois cents suicides liés au travail chaque année, soit 20 pour 100 000 salariés. Les secteurs les plus touchés seraient la fonction publique et particulièrement l'éducation et la police. On a vu récemment le pôle emploi et la direction de la prévention judiciaire de la jeunesse figurer également sur cette liste noire. Il ne faut pas enfin oublier que c'est chez les chômeurs qu'il y a le plus de suicides.

**Trois types de causes** semblent aujourd'hui contribuer au passage à l'acte, sans pour autant épuiser le mystère qui demeure en dernier ressort sur les mobiles profonds de chacune des victimes.

- Les premières seraient d'ordre socio-économiques, la pression exercée par les acteurs financiers sur la productivité des entreprises.
- Les secondes, socio-culturelles, concerneraient l'introduction brutale de nouveaux modèles de management.
- Enfin la relation à soi-même, dans le contexte des rapports intersubjectifs avec ses collègues, est la résultante de ces deux ensembles de facteurs et l'écho amplifié par ses propres fragilités.

On peut aussi figurer les interactions entre les facteurs à partir des relations entre les trois pôles d'un triangle : la relation à l'environnement, la relation à la collectivité et la relation à soi-même.

Pour la première série de facteurs, la rentabilité voulue par les actionnaires est nommée comme la cause déterminante de la pression que subissent les salariés. Il en résulte des restructurations brutales, une précarisation des emplois liée à une nouvelle organisation dans l'entreprise, des changements de postes notamment du technique vers le commercial sans préparation suffisante etc., et donc une concurrence entre des logiques contradictoires, au moins à court terme, logique du travail bien fait et logique de la compétitivité. Cela affecte naturellement les relations au travail.

Pour Christophe Dejourné, psycho-sociologue de la souffrance au travail, le « tournant gestionnaire » affecte le monde du travail depuis les années 80 et surtout 90, avec l'introduction de nouveaux modèles de management dits « à l'américaine », qui sont supposés améliorer la performance des entreprises. Sous le couvert de la gestion on accroît la sous-traitance, le recours à l'intérim et aux CDD, la mobilité souvent non voulue des salariés. Ceux-ci en ressentent une non reconnaissance de leur métier, une vulnérabilité professionnelle aggravée, une perte de qualification, une déstructuration de l'emploi.

Les effets sur le psychisme des salariés et sur leur relation avec leurs collègues sont ravageurs. D'autant que la responsabilité qui pèse sur chacun se trouve accrue par l'individualisation du travail et la mobilité des équipes. D'où le sentiment qu'on n'est pas à la hauteur, la surcharge de travail, la perte de relations équilibrantes avec son environnement familial et amical. Christophe Dejours pointe l'importance alors du soutien que peuvent apporter les collègues pour éviter à la personne de s'enfoncer dans une solitude mortifère. Le sur-engagement des salariés dans certains métiers ou certaines situations professionnelles (cas du Technocentre de Renault ou de France Telecom) accroît l'importance de ces facteurs.

Dans le contexte plus général défini ci-dessus, **le cas de France Telecom** est spécifique. Cette entreprise cotée en bourse était une administration il y a vingt ans et a connu d'intenses transformations. Lors de l'éclatement de la bulle internet, des prises de participation malheureuses faites en cash et non en titres l'a conduit au bord de la faillite. La priorité a été donnée au redressement. Une fois la situation rétablie, les efforts ont été poursuivis avec la même intensité. D'autre part la culture technicienne de France Telecom encourage la responsabilité individuelle. Chacun est autonome dans son propre travail.

Enfin France Telecom cumule depuis quinze ans tous les facteurs de vulnérabilité : plusieurs crises managériales, mutations technologiques de grande ampleur, succession des directeurs généraux, réorganisations successives de l'appareil etc.

Selon un témoin de ces évolutions, le tournant gestionnaire évoqué par Dejours entraîne un « effritement de la relation aux autres et de la relation à soi-même ». Car ces mutations que subit l'ensemble du personnel de France Telecom s'accompagne du maintien d'un modèle managérial hiérarchique, hyper centralisé et bureaucratique. La rationalité à l'œuvre demeure administrative. On note aussi une absence de politique de communication avec les personnels. Cette contradiction entre la volonté de modernité d'une part, et la rigidité du modèle de gouvernance de l'autre crée chez les salariés un sentiment d'impuissance.

La perspective de changement serait la modernisation du modèle de gouvernance des hommes et des femmes de France Telecom, en reconstruisant la place des hommes et des femmes. Cela requiert des pauses dans les mutations en cours, un changement de comportement dans la communication interne de la direction, et un accompagnement des plus fragiles (cf. le travail de l'Institut des métiers de France Télécom sur « L'exclusion interne, Repères pour agir). La faiblesse de l'action syndicale est également une des causes de la situation actuelle.

**En conclusion**, on évoque différentes pistes de changement :

- Un actionnariat plus responsable et des patrons moins « tout puissant »
- Un renforcement des régulations dans l'entreprise : dispositif d'alerte, rôle accru et sollicité par la direction des médecins du travail, importance de l'encadrement de proximité
- Des syndicats qui exercent pleinement leur fonction.

Il a aussi été cité en référence Danone et « Modernisation, mode d'emploi » de Marc Riboud et évoqué l'« entreprise apprenante » ; cela conduit à poser la question d'une nouvelle organisation du travail, après celles hiérarchiques et bureaucratiques, en lien avec l'évolution de l'emploi.

De manière plus large, des situations d'entreprise et de travail comme à France Telecom, nous interpellent sur l'évolution de la hiérarchie des valeurs dans notre société. Cet accroissement de la pression sur les entreprises en termes de rentabilité (qu'elle soit liée au marché ou à l'actionnariat), n'est-elle pas le reflet de la place de plus en plus grande donnée à l'argent et à la gestion financière, comme valeurs dominantes ?

## **Impressions après cette soirée conviviale à D&S autour de suicide au travail** *Marie-José Jauze*

La soirée était bien préparée et présentée et l'intervenant était intéressant.

Mais il me reste un sentiment d'insatisfaction qui me poursuit et me pousse à écrire ce que je n'ai pas pu/su dire sur le moment, déroutée peut-être par la façon dont était traité le sujet.

Un tel sujet : une souffrance des personnes au travail telle qu'elles en viennent à se suicider. J'ai eu le sentiment qu'en ne considérant le problème que principalement du côté du management des entreprises on ne posait pas les problèmes de société, de notre société capitaliste occidentalisée, globalisée, et de toutes les dérives structurelles qu'elle entraîne de fait. On aurait pu aussi parler un peu plus de cas de personnes en grande souffrance, pas forcément suicidaires mais en dépression, dont j'aurais pu témoigner... Et quand Jean-Baptiste a dit « *Et la spiritualité dans tout ça ?* », pourquoi n'ai-je pas eu la présence d'esprit de dire : « *Et l'humain dans tout ça ?* ». Vraiment, l'humain est passé à la trappe, c'est le cas de le dire ! Alors que c'est lui qui fait marcher le système économique, mais hélas en tant que « ressource humaine » éjectable et remplaçable à loisir ou « variable d'ajustement ». Les humains doivent s'adapter à la société même inhumaine et non la société être au service des humains dans leur égale dignité. Telle est la loi du marché !

## **La reconnaissance de nos identités, une expérience démocratique qui réactive nos valeurs** *Christian Saint-Sernin*

*Débatte sur l'« identité nationale »  
ou reconnaître des identités qui nous mènent au delà de nous-mêmes ?*

Si les actuels débats sur l'identité nous désolent, ce n'est pas uniquement à cause de leurs visées électoralistes, ni de leur manière de flatter les instincts les moins nobles, mais c'est surtout parce qu'ils posent de travers de vraies questions et transforment en polémiques ce qui pourrait être de vrais débats démocratiques !

En France on focalise sur l'identité nationale, en reléguant au second rang nos multiples autres appartenances sans traiter le problème des banlieues et des discriminations ; en Belgique on se crispe sur des questions de langue qui précédemment ne posaient pas de problème, pas plus qu'en Suisse où l'on s'en prend par contre aux minarets, au cœur même de cette patrie par excellence de la liberté religieuse ! En Europe, comme au Pakistan, en Inde, dans tout le Sud de l'Asie, sans parler de l'Afrique, on assiste à un retour en force des communautarismes, et pas uniquement dans les couches les plus pauvres !

Souvent les « gens raisonnables » que nous sommes s'indignent d'un tel retour de l'obscurantisme à l'heure de la mondialisation et du métissage ! Toutes ces manifestations publiques d'une identité collective sont présentées comme autant d'injures à l'universalisme des Lumières ! Et ce mépris affiché par « les gens bien » et par les intellectuels ne fait que renforcer les crispations !

Pour enrayer ce cercle infernal de la stigmatisation, sans doute faut-il examiner de plus près toutes ces attitudes identitaires et y retrouver la réaction de personnes ou de groupes blessés par des discriminations ou par une perte de sécurité, d'avenir ou de repères. Quand la mondialisation est vécue comme un ébranlement des anciennes attaches et comme une « crise », revient alors le besoin d'une identité claire et d'un groupe d'appartenance où l'on



puisse « se faire reconnaître » et retrouver l'estime des autres. Et quoi d'illégitime à cela, si la reconstruction de cette identité ne s'opère pas contre d'autres groupes, ni au détriment de ses autres identités personnelles!

Plutôt que de dénigrer systématiquement toutes les recherches d'identité, considérons-les comme autant de « quêtes de reconnaissance » à travers lesquelles les personnes et les groupes cherchent à donner un sens à leur existence en reconstituant un espace d'estime réciproque, mais demandons leur aussitôt d'approfondir ce « travail » de reconnaissance réciproque au-delà des limites de leur propre groupe d'appartenance, dans une reconnaissance qui s'ouvre à des appartenances plus larges, à une altérité plurielle et sans doute à une « transcendance », quel que soit le nom qu'on lui donne.

Si la collectivité reconnaissait aux diverses identités une véritable légitimité sans les minimiser, alors elle pourrait exiger d'elles qu'elles reconnaissent à leur tour les autres identités ainsi que l'identité de la collectivité elle-même. Évitions de crispier le débat public sur la hiérarchie des identités ou des valeurs ! L'enjeu pour notre collectivité nationale est pour l'heure d'exiger de ses citoyens non pas qu'ils privilégient l'identité nationale par rapport aux autres identités, mais qu'ils acceptent de reconnaître aux cotés de leur identité préférée, d'autres identités, elles-mêmes plurielles et mobiles (identités de genre, de génération ou de proximité, identités nationale, européenne et mondiale...) Plutôt que d'exiger des diverses manifestations d'identité (fêtes, célébrations et constructions religieuses, créations artistiques ou littéraires...) une « humble discrétion », soutenons leur dynamisme et leur créativité, sans frilosité ni arrière pensée, en acceptant les invitations à d'éventuelles participations, et faisons confiance au brassage des cultures et des valeurs qui ne manquera pas de s'y produire !

Une véritable « politique de reconnaissance » devrait favoriser des négociations, des rencontres, des médiations qui règleraient au fur et à mesure les conflits, et pas uniquement une fois pour toute et par la loi, mais aussi en continu, en local, et en réadaptant les missions des services public de l'Éducation, de la Santé, de l'Emploi, de l'Audio-visuel et de la Solidarité, en lien avec les associations et les collectivités locales. Et c'est dans une telle dynamique d'échange qui prenne en compte les phénomènes de domination et d'exclusion que la société pourrait réajuster ses repères et reformuler ses références d'une façon vivante, illustrée par des exemples vécus ; les valeurs du respect, de la tolérance, de la laïcité, de la coopération reprendraient alors de nouvelles couleurs.

En définitive, ou bien l'actuelle mondialisation entraînera une crispation des identités qui multiplieront les murs de protection, ou bien elle suscitera de vigoureux mouvements de reconnaissance réciproque des multiples et fluctuantes identités où se reconfigureront les valeurs du futur !

## ***Démocratie et spiritualité***

### **Les Semaines sociales retissent les fils de la solidarité**

*A partir d'un article de La Croix et de réactions de participants aux [Semaines sociales de France](#) qui se sont tenues du 20 au 22 novembre 2009*

Face à la crise et à l'émiettement du lien social, les 84e Semaines sociales de France ont choisi non seulement d'inviter des personnalités, mais aussi d'écouter ceux qui sont rarement entendus et de se mettre à l'école des nouvelles solidarités.

Andrea Masson explique que « les regards des autres jugent ». Françoise Merlin souligne que « les gens riches veulent aider les pauvres, mais avec leurs idées ». La remarque d'Émilienne

Kaci est du même tonneau : « plus on galère, moins on choisit ». « Pour avoir de l'aide, ajoute Marie-France Zimmer, on est obligé de raconter notre vie tout le temps. » Ces femmes qui parlent avec netteté et intelligence, à la tribune, devant plus de 3 000 personnes, qui évoquent en peu de mots ce que vivent les personnes vulnérables, disent tout cela sans forcer sur l'émotion ni succomber à la démagogie. « Il faut oser aller vers l'autre, dépasser les peurs », insiste Andrea. « Pour devenir humains, il faut être solidaires, continue Émilienne, ce n'est pas parce qu'on est pauvre qu'on est incapable de penser. »

Samedi 21 novembre, le témoignage de ces femmes membres d'ATD Quart Monde, du Secours catholique, et d'autres associations qui contribuent à améliorer la vie des plus pauvres dans leur quartier, a en quelque sorte situé les choses à leur vraie place. Durant ces journées on ne s'est pas contenté de réfléchir entre gens raisonnables à ce qu'il faut faire pour réduire la pauvreté ; on a donné la parole aux pauvres eux-mêmes ! Dès la phase de préparation plusieurs groupes de personnes en précarité répartis sur toute la France se sont exprimés sur les différents thèmes avec leurs diverses associations, et pour ces journées là elles ont été 200 à « monter à Paris » ; elles ont été « reconnues comme personnes ressources », elles ont pu s'exprimer en direct devant plusieurs milliers de personnes « en situation stable », et, chose inouïe, elles ont pu inverser ce qui se passe d'habitude, elles ont pu "parler après les experts" et dire ce qu'elles pensaient de leurs analyses.... Donner la parole aux personnes en situation d'exclusion, les inclure dans le dialogue de citoyen à citoyen, c'est bien l'un des objectifs du Pacte Civique !"

Les ateliers organisés sur plusieurs thèmes – les territoires, la famille, la santé, l'économie solidaire, le logement, les migrations – avaient également fait bouger les lignes. Fidèles à leur savoir-faire, les Semaines sociales ont aussi donné la parole à des chercheurs, des penseurs, des personnes engagées – syndicalistes, chefs d'entreprise, responsables politiques – qui se sont succédé pour dresser un état des lieux et définir ce qui fait qu'une société se tient face aux chocs et incertitudes de la vie.

Julien Damon, sociologue, a d'abord planté le décor. Il a rappelé l'importance du budget de la protection sociale en France, mais aussi le fait que, les exclus passant souvent entre les mailles du filet social, les inégalités s'accroissent. Il a aussi souligné « l'hybridation croissante des logiques privées et publiques de solidarité ».

Pierre Calame, directeur de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, a rappelé que ce qui justifie la solidarité, c'est certes « ce dont l'autre manque », mais qu'il faut aller plus loin en recherchant quelles sont nos interdépendances. Il a dénoncé les pratiques qui oublient de se resituer dans une communauté mondiale composée de territoires où doivent s'arbitrer les réalités économiques, politiques et culturelles.

Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France, a, quant à lui, soumis les pratiques de solidarité au filtre de l'histoire. On est passé d'une solidarité considérée comme une institution sociale après la révolution de 1789 à une solidarité basée sur la redistribution au dix-neuvième siècle. En ce début du vingt et unième siècle, on assiste à la fin des assurances de redistribution du fait de l'hétérogénéité croissante de notre société. « La crise morale de la solidarité », selon lui, se traduit par « une forme de consentement à l'inégalité ».

L'objectif pourtant n'était pas seulement de comprendre les causes de l'émiettement du corps social. Il s'agissait aussi de se demander, comme l'avait annoncé, dans son discours d'ouverture, Jérôme Vignon, président des Semaines sociales, comment instaurer un dialogue entre les pouvoirs publics, chargés de la justice redistributive, et la société civile, afin de renouveler les mécanismes de la solidarité institutionnelle qui constitue l'acquis social de notre démocratie.

De ces trois jours, il ressort qu'une meilleure articulation entre pouvoirs publics et société civile s'impose en France, ce qui exige davantage de participation des citoyens. Cette participation était nécessaire également pour construire une Europe qui, fidèle à ses valeurs, dessine de nouvelles solidarités. « L'Europe n'est pas une société parfaite. Elle se construit dans la fragilité et l'obstination. Elle attend que nous soyons des Européens convaincus », a souligné Vincent Peillon, député européen (PS), alors que Sylvie Goulard, députée européenne (MoDem), affirmait que l'Europe avait besoin « d'une société civile qui soit à la fois sa conscience et son aiguillon ».

Les Semaines sociales se sont enfin demandé si l'économie solidaire était un modèle. Emmanuel Faber, directeur général délégué de Danone, fit d'abord une piqûre de rappel : « Tout ce qui est social est économique, et inversement », a-t-il martelé. Après quoi, Elena Lasida, économiste, a souligné « la nouveauté radicale » de l'économie solidaire qui fait de l'activité économique « un lieu d'alliance » et un « lieu où l'on entend une promesse de projet à construire ensemble ». « L'économie solidaire n'est pas un modèle à reproduire, mais une invitation à créer, a-t-elle conclu. Elle nous dit qu'aujourd'hui même, au cœur même de notre histoire, on est capable de faire émerger de la vie nouvelle ». JB de Foucauld, nous a appelé à associer « l'amour sans vérité particulière d'un côté, la vérité sans amour de l'autre » et Inès Minin à promouvoir un service civique intergénérationnel.

Ces semaines sociales ont été aussi une occasion pour JB de Foucauld d'aborder notre proposition de Pacte civique (voir extrait de son intervention ci-dessous). Jérôme Vignon dans sa conclusion y a vu « l'avantage de s'inscrire dans une démarche citoyenne plus large, au-delà des Semaines sociales, et de partager avec d'autres la richesse de notre Espérance » ; il compte soumettre au Conseil des Semaines sociales, la possibilité, de rejoindre l'initiative Pacte civique.

## **Pour aider le système politique à faire face et pour réveiller la société civile, envisageons des initiatives et des méthodes nouvelles**

*JB de Foucauld (extrait de son intervention aux Semaines sociales de France le 22 novembre 2009)*

Sortir de l'individualisme associatif, lier transformation des comportements individuels et transformation collective, faire rentrer le fleuve débordant des désirs dans le lit des moyens susceptibles de les satisfaire, régler la question de la représentation sociale des personnes en situation d'exclusion, poser la question de la justice en termes nouveaux, cet ensemble de problèmes est lourd à gérer pour le système politique, soumis à la compétition interne et à la pression médiatique externe, souvent bien peu pédagogique.

La solidarité, quant à elle, ne tient plus debout toute seule. La renforcer, c'est l'ancrer davantage dans la démocratie. Et pour cela, réévaluer celle-ci, dépasser sa dimension procédurale, redécouvrir sa valeur spirituelle, son souci d'égale dignité de chacun, son projet de donner à chacun des chances vraiment égales de donner le meilleur de lui-même.

Le paradoxe est que, dans la crise actuelle, la société civile est peu loquace, moins innovante, que dans les années 1980, peu active, comme purement spectatrice de l'action gouvernementale, alors qu'elle a beaucoup de choses à dire et possède sans doute une bonne partie des clefs de ce développement écologique, social et solidaire que nous cherchons tous empiriquement.

Comment la réveiller et la mobiliser sur un projet commun qui contribue à la mutation nécessaire ? Quels sont les outils des solidarités coopérantes de demain ?

En s'inspirant du Pacte écologique de 2007, mais en le gérant de manière plus collective et en se portant sur les terrains économique, social, et civique, on est assez logiquement conduit à réfléchir à un projet de Pacte civique :

Il s'agirait de proposer aux citoyens motivés, mais aussi aux responsables de tous ordres de s'engager :

- D'une part, à adopter un certain nombre de comportements personnels qui apparaissent aujourd'hui nécessaires en matière économique, sociale, civique : pratiquer l'éthique de la discussion, jouer le jeu du civisme fiscal par exemple;
- D'autre part, à promouvoir, dans la mesure de leurs moyens, des changements organisationnels, là où ils exercent leur activité ;
- Enfin à interpeller le personnel politique pour qu'il modifie les règles du jeu en vue de promouvoir un développement humain durable et équitable.

A l'initiative de Démocratie et Spiritualité, de La vie nouvelle et de Poursuivre, une quinzaine d'associations venant d'horizons variés, et relevant de cultures différentes, mais ayant pour caractéristique d'avoir promu au cours des dernières années des Manifestes (dont le manifeste pour l'économie solidaire<sup>1</sup>), réfléchissent à ce processus. Sauront-elles définir un contenu suffisamment clair, précis et motivant susceptible de faire bouger les choses ? C'est-à-dire un contenu qui prenne parti sans être partisan, qui soit pointu sans décourager l'adhésion, une adhésion pluraliste qui réunisse les laïcs et les chrétiens, ce qui ne va pas de soi ? Il est encore trop tôt pour le dire.

## **Humanité et techno-science**

*Bernard Templier*

Lors du colloque « Faire confiance à la science ? » organisé par le Réseau Blaise Pascal, Michel Simon, Directeur des Etudes du Centre Théologique de Meylan-Grenoble qui a accueilli l'Université d'été 2009, a prononcé une conférence sur le thème : « Quel avenir pour l'humanité au prisme des techno-sciences ? »

Pour résumer très succinctement son propos, je dirai qu'il part du constat du développement rapide des connaissances concernant le génome, le cerveau, la cognition, le nanomonde et l'ouverture de possibilités techniques d'eugénisme sans précédents de deux types :

- celles portant directement sur la modification du capital génétique par suppression ou adjonction de gènes,
- celles incluant des éléments matériels à l'intérieur du corps humain comme une « vision électronique » transmettant des images au cerveau sans passer par les yeux, mais pouvant aussi s'étendre au système cognitif, combinant le fabriqué et le vivant.

---

<sup>1</sup> Voir [www.sinvestir.org](http://www.sinvestir.org)

Quelles réactions face à ces créations hybrides ? Michel Simon s'appuie sur deux auteurs, Jürgen Habermas et Bernard Baertschi, pour chercher une réponse à cette question. Jürgen Habermas considère comme vital « le pouvoir que nous avons d'être nous-mêmes et notre relation à autrui » et pense que « la biotechnologie sape en silence notre identité d'être d'essence générique ». Que deviennent dans ces conditions « les Droits de l'Homme » si la définition de l'Homme devient incertaine ? Le recours à une « morale naturelle », c'est-à-dire comprise dans la nature même d'hommes génétiquement issus de la même évolution doit elle faire place à des règles contractuelles constamment renégociées entre « existants » ? Bernard Baertschi, lui, ne voit pas de pertinence morale à distinguer le naturel et l'artificiel ; il se demande si ceux qui se dopent ou se droguent sont encore les mêmes hommes.

Plus extrême, Michel Besnier, dans le même colloque, pose la question du post-humanisme qui considère le corps comme un moyen parmi d'autres. Et si un être purement artificiel - le cyborg - arrive à se libérer des contraintes historiques de l'Homme - naissance, souffrance, mort -, pourquoi ne pas voir en lui l'accomplissement de notre destinée ?

Retenons que, par ailleurs, hors colloque, Roger Penrose, mathématicien et physicien, montre par une démonstration mathématique très élaborée que « la pensée consciente est irréductible au calcul ». En conséquence, le constat que « aucun ordinateur - cerveau du robot - ne pourra surpasser cette conscience » invite à ne pas confondre intelligence et conscience.

Cela me conduit aux deux réflexions suivantes :

- Nous entrons dans une 3<sup>e</sup> phase déterminante du rapport à la science :
  - 1<sup>er</sup> stade : la science est avant tout outil de connaissance objective, même si de grands savants posent un certain nombre de paradigmes métaphysiques.
  - 2<sup>e</sup> stade : la science est le moteur de transformations économiques ayant des répercussions sociales.
  - 3<sup>e</sup> stade : la science, par ses nouvelles capacités opérationnelles sur le vivant, repose la question des fondements de notre humanité.
- La conscience et le jugement éthique prennent une importance considérable pour des hommes et des femmes confrontés à des responsabilités nouvelles. Si la personne peut puiser dans ses ressources spirituelles propres pour les affronter, nos démocraties maîtrisent encore mal ces débats éthiques. Ce point est-il à prendre en compte dans un Pacte Civique ?

Repères bibliographiques :

Jürgen Habermas, *L'avenir de la nature humaine : vers un eugénisme libéral ?* Gallimard, 2002

Bernard Baertschi, *La neuréthique. Ce que les neurosciences font à nos conceptions*, La Découverte, 2009

Michel Besnier, *Demain les post humains. Le futur a-t-il encore besoin de nous ?* Hachette, 2009

Roger Penrose, *Les ombres de l'esprit. A la recherche d'une science de la conscience*, Interéditions, 1995

## *Informations diverses*

- **Cierzo**, récit d'Anchel Conte. Ce romancier et historien, nous emmène au XVIIe s. lorsque les morisques, baptisés catholiques mais descendants de musulmans, sont expulsés d'Espagne. L'héroïne, morisque exilée à Oran, vit encore à l'écart, car chrétienne en terre musulmane, ne recevant un peu de consolation que d'autres exclus (un protestant du Béarn, une juive d'Oran). Une histoire qui nous donne à ressentir ce qui se passe lorsque la tyrannie se justifie par le spirituel et comment le spirituel se pervertit quand il s'appuie sur elle. (Éditions de la Ramonda, 2009, 160 p, 15 €, traduit de l'espagnol).
- Les [entretiens de Robinson](#), créés par Paul Ricoeur en 1986 et perpétués par le Fonds Ricoeur, auront en 2010 pour thème : « **La crise, la gouvernance et moi : être citoyen au XXIe siècle** ».
  - Dimanche 17 janvier : le métier de citoyen face à la crise économique, avec Jacques Mistral, Economiste.
  - Dimanche 31 janvier : crise de la démocratie, crise de la transmission, avec Jérôme Porée, philosophe et Renée Koch Piettre, anthropologue
  - Dimanche 14 février : les crises et leur dépassement, avec Patrice Rolin, théologienDeux textes de Paul Ricoeur : "La crise, un phénomène spécifiquement moderne?", (1986), et "L'argent : d'un soupçon à l'autre", (1992), en résonance avec le thème de cette année, sont consultables sur le site du [fonds Ricoeur](#).
- Le club de Budapest propose le 23 janvier 2010, dans le cadre de [l'Université Intégrale](#), une journée sur le thème « Ecovie, écovilles, écovillages ».